

VENDREDI 7 AOUT 2015

« Voir » la fin de la civilisation industrielle.

- = «C'est la décroissance ou le clash» p.1
- = L'année du sursaut climatique p.6
- = Réplique aux pourfendeurs du principe de précaution p.8
- = L'énigme climatique ou le procès stupide des conclusions du GIEC p.10

- = **Crise actuelle: Les révélations fracassantes de Myret Zaki [vidéo à voir absolument] p.12**
- = "L'arme" de la croissance... (Patrick Reymond) p.14
- = La baisse des prix du baril de pétrole secoue l'industrie de l'énergie (vidéo) p.16
- = Editorial : Le monétaire a échoué, passons à p.16
- = Le vrai taux de chômage du Québec n'est pas de 7,7%, mais de 14,1% ! p.20
- = Dettes publiques: Au-delà de la mise en scène... p.22
- = L'huile de palme, un poison pour la terre !... p.25
- = La Grèce et l'Euro : Une situation de dette excessive et improductive et d'implosion financière p.27
- = Rio Tinto: dégringolade de 82% de son bénéfice net au premier semestre p.32
- = Une seule banque de la zone euro figure dans la liste des 20 banques les plus solides du monde p.33
- = Dossier spécial n°7 - Comment faire un Sac de Survie (Pierre Templar) p.36



Dominique Bourg:

«C'est la décroissance ou le clash»

Etienne Dubuis LeTemps.ch 13 octobre 2010, [Archives du web]

[Décroissance = faillite. Comme nos sociétés sont structurellement basées sur le crédit, une décroissance économique (qui serait le résultat d'une décroissance productive par exemple) implique que plus aucun prêts, qu'il soit au niveau d'un pays (obligations), d'une province, d'une ville (munibonds), d'une entreprise ou des particuliers, ne peut plus être remboursé. L'argent (dollars US, euros, yuan, etc.) cesserait d'avoir une valeur.]



Une côte du Texas après le passage de l'ouragan «Ike». Gare aux colères de la nature! (David J. Phillip / Keystone)

Le professeur de l'Université de Lausanne craint le pire si l'homme ne préserve pas davantage son environnement.

Au fur et à mesure de son développement démographique et économique, l'humanité puise dans la nature une plus grande quantité de ressources et risque davantage d'en épuiser. Personne ne le nie. Mais face à cette réalité, les positions varient. Certains, comme la géographe Sylvie Brunel ([LT du 29.09.2010](#)), refusent de dramatiser la situation. Ils rappellent que l'homme s'est adapté à des conditions environnementales changeantes tout au cours de son histoire et considèrent qu'il a toutes les chances d'y arriver cette fois encore. Surtout, ils craignent qu'une condamnation de la croissance au nom d'un risque futur ne prive de moyens la lutte à mener aujourd'hui contre certains problèmes immédiats et bien réels telle la grande pauvreté. D'autres, comme [le philosophe Dominique Bourg, professeur à l'Université de Lausanne](#), craignent au contraire le pire si la nature n'est pas prise davantage en considération. Parole lui est ici donnée pour enrichir le débat.

Le Temps: Peut-on attendre de l'humanité qu'elle consomme moins de ressources naturelles alors qu'elle est en pleine croissance démographique et que certaines de ses composantes les plus pauvres aspirent à s'enrichir?

Dominique Bourg: Des centaines de millions de gens s'élèvent actuellement sur l'échelle de la richesse, quelque 300 millions en Chine et autant en Inde notamment, avec un revenu annuel de 5000 à 20 000 dollars par an. Il s'agit d'une excellente évolution. Cela dit, ces gens accèdent à un type de consommation qui est identique au nôtre et conduit notoirement à la catastrophe.

Le problème n'est pas leur enrichissement mais nos et leurs modes de vie.

– Quelle forme de développement préconisez-vous?

– L'actuelle répartition très inégalitaire de la richesse est un phénomène récent et unique dans l'histoire. A l'époque où [le philosophe et économiste écossais Adam Smith publie son Enquête sur la richesse des nations, en 1776](#), aucune région du monde – mis à part celles occupées par les peuples premiers – ne comptait un pouvoir d'achat moyen deux fois plus élevé qu'une autre. Aujourd'hui, ce rapport peut aller de 1 à 30 ou plus. Et 30 années de néolibéralisme n'ont fait qu'aggraver la situation. Désormais, 2% de la population mondiale accaparent 50% des richesses, tandis que 50% de l'humanité n'en possède que 1%.

– L'inégalité est criante. Mais elle résulte de l'enrichissement d'une partie de l'humanité, pas de l'appauvrissement de certaines populations... Elle doit donc être réduite par l'enrichissement des pauvres, pas par l'appauvrissement des riches!

- On ne peut pas se passer d’une interrogation sur la notion de richesse. Parce que la nôtre aboutit à épuiser les ressources de la planète et à mettre à mal les grands équilibres de la biosphère. La richesse que nous définissons en termes purement matériels ne peut être étendue à l’ensemble de la planète. Nous devons viser à mieux la répartir entre les grandes aires géographiques.
- Par l’enrichissement des pauvres ou l’appauvrissement des riches?
- En réduisant les richesses purement matérielles d’un côté et en changeant la notion de richesse de l’autre. Les objectifs de réduction d’émissions de gaz à effet de serre préconisés par [le Groupe d’experts intergouvernemental sur l’évolution du climat \(GIEC\)](#) ne pourront se concilier avec le développement des pays les plus pauvres que si l’Occident réduit substantiellement ses rejets.
- Qu’entendez-vous par «notion de richesse»?
- Il existe une disjonction entre l’accumulation de richesse et le sentiment de bien-être. Les économistes nous apprennent que grosso modo à partir de 15 000 dollars annuels l’accumulation de richesse se poursuit sans accroissement du bien-être. Un rééquilibrage des niveaux de vie est donc possible pour autant que les besoins de base soient satisfaits.
- Que sont d’après vous ces besoins de base?
- C’est la nourriture, la santé, l’habillement, les transports et l’habitat. Vous pouvez satisfaire ces besoins à l’échelle planétaire, avec une Terre habitée de neuf milliards d’humains. Mais évidemment pas avec un standard de vie à l’américaine.
- Notre société a beaucoup développé les loisirs. Nous pouvons regarder la télévision, sortir au spectacle, faire du sport, partir en voyage. Mais si j’ai bien compris, ce ne sont pas là pour vous des besoins fondamentaux à contenter?
- Le besoin fondamental est l’épanouissement de soi. Ce n’est pas de prendre une compagnie aérienne à bas prix et de faire le tour du monde.
- Qu’est-ce qui épanouit la personnalité, alors, à vos yeux?
- Divers travaux ont éclairé cette question. Réussir son mariage rend plus heureux, par exemple, que changer d’iPhone tous les mois. Vivre sainement dans un environnement sain, jouir de l’amitié et de l’amour des autres, comprendre le monde qui vous entoure, participer aux processus sociaux et politiques, etc. sont des conditions au bien-être.

- Nous devons donc sacrifier selon vous une partie de nos biens matériels pour retrouver une relation saine avec notre environnement?
- Evidemment. Dans nos pays développés, on ne pourra pas échapper à une forme de décroissance.
- Décroissance sur quoi?
- Je préconise une modification graduelle de nos modes de vie. Quand j’entends certaines organisations prétendre que les Suisses ont besoin de davantage d’automobiles ou qu’ils doivent s’acheter un 4 x 4, je me dis que tout cela est totalement superflu.
- Si je dois passer de mon salaire actuel à 15 000 dollars annuels, je vais devoir sacrifier beaucoup plus qu’un 4 x 4 que je ne possède même pas d’ailleurs.
- L’essentiel est qu’à partir d’un certain niveau de revenus gagner plus ne signifie pas accroître son bien-être. Des écarts gigantesques de revenus ne contribuent pas non plus au bonheur.
- Vous avez l’impression que dans nos pays industrialisés, en Suisse par exemple, nous avons désormais des revenus trop élevés.
- Oui, au regard de la consommation de ressources induite par nos achats.
- Encore une fois, que devrions-nous sacrifier?
- Je n’aime pas ce mot de sacrifice. Ce n’est pas de cela qu’il s’agit. Nous parlons de superflu. Il nous faudrait abandonner l’idée de posséder tous un gros véhicule, de disposer d’un accès permanent à l’aviation pour parcourir le monde à un prix dérisoire, de manger n’importe quoi à n’importe quelle saison et de la viande tous les jours. Une telle consommation n’est ni nécessaire ni durable. Elle ne concerne qu’une partie de la population mondiale et devrait être surtaxée pour en finir peu à peu avec ce qui représente une addiction.
- Vous n’aimez pas le terme de sacrifice. Mais la consommation dont vous parlez et dont il faudra selon vous se passer apporte du plaisir aux gens, et pas forcément un plaisir idiot...
- Est-ce aussi sûr? Les gens suivent un modèle. Qu’est-ce que notre société dit aux gamins à longueur de journée? C’est que le seul sens qu’il puisse donner à leur vie est d’accumuler des biens matériels. On a construit ces 50 à 60 dernières années un certain type humain à travers un battage publicitaire. Pour y arriver, il a fallu lutter contre un autre genre d’homme, spontanément économe, forgé au fil des siècles. Ce type humain a été détruit dans le but de promouvoir la consommation. Mais il

peut être à nouveau favorisé. Et doit l'être.

– Vous pensez qu'il s'agit là d'une évolution indispensable?

– Bien entendu. La consommation de masse qui caractérise notre système rencontre partout actuellement les limites de notre planète. Limites en ressources minérales, limites en ressources vivantes, limites en eau (localement), limites en énergie. Tous les compteurs sont au rouge. Avec un rythme d'augmentation de la production annuelle d'acier de 3,5%, nous aurons épuisé nos réserves de fer dans moins de cinq décennies. Or, que ferons-nous quand nous en viendrons à manquer des ressources indispensables à nos activités économiques, à commencer par nombre de métaux, ou lorsque la dégradation du milieu, l'acidification des océans par exemple, deviendra intolérable? Personne n'est capable de dire à partir de quand la situation sera globalement critique mais le clash est tôt ou tard inévitable.

– L'homme possède une capacité d'adaptation extraordinaire. Et il dispose aujourd'hui d'un savoir-faire sans précédent. Pourquoi pensez-vous qu'il ne s'en tirera pas comme il l'a fait par le passé? Pourquoi pensez-vous que ses problèmes environnementaux peuvent cette fois se convertir en catastrophes?

– Ce sont précisément ces capacités extraordinaires qui nous ont conduits là où nous sommes. Par ailleurs, l'Homme n'existe pas. Il y a seulement des hommes qui s'en tirent plus ou moins bien. En outre, la situation est devenue pour la première fois globalement critique. Jusqu'à maintenant, le progrès technique nous a permis de substituer à une ressource manquante d'autres ressources. On a pu substituer le pétrole au ver à soie et produire des textiles nouveaux. Le problème est que nous sommes désormais au taquet sur nombre de ressources et qu'il deviendra de plus en plus difficile de jouer le jeu de la substitution.

– [L'économiste britannique Malthus, un savant éminent du XVIIIe siècle](#), était certain que

le développement de l'agriculture n'arriverait jamais à suivre celui de la population et il a, pour cette raison, prôné des mesures de limitation draconiennes. Or, ses conclusions se sont révélées très vite caduques. La catastrophe est-elle si sûre que cela? Et si elle ne l'est pas forcément, ne devrions-nous pas éviter d'adopter des politiques radicales?

– Avec le développement durable, nous avons tablé sur la possibilité de découpler la production de richesse de la consommation de ressources, donc sur la possibilité de faire plus avec moins. C'était une idée intéressante, il fallait l'expérimenter. Simplement, elle s'est révélée fautive. Généralement, une nouvelle technologie

permet soit de produire d'anciens biens et services en baissant les coûts de la production, soit de produire de nouveaux biens et services. Dans les deux cas, la consommation de ressources augmente. L'idée de croissance verte est risible. Nous nous trouvons au pied du mur et la seule alternative qui nous reste est la décroissance matérielle ou, dans un avenir impossible à déterminer, le clash.

L'année du sursaut climatique

Pascaline Minet LeTemps.ch samedi 03 janvier 2015

[Des « énergies renouvelables » cela n'existe pas. Il faut encore et toujours du pétrole pour produire, installer et entretenir les convertisseurs (du vent en électricité avec des éoliennes par exemple). De plus, de l'électricité cela ne remplace pas le pétrole : les utilités ne sont pas les mêmes et l'efficacité (énergie nette) bien moindre, sans compter qu'il faut des ressources (pétrole, métaux et terres rares) qui sont en raréfaction eux aussi.]

Volonté des gouvernements et investissements dans les renouvelables sont les deux conditions du renouveau climatique espéré. (AFP)



Philosophe et professeur à l'Université de Lausanne, Dominique Bourg se montre prudemment optimiste.

L'année 2015 marquera-t-elle un tournant dans la lutte contre les changements climatiques? On peut l'espérer, alors qu'au mois de décembre se tiendra la conférence de Paris, dont l'objectif sera de mettre sur pied un accord international et contraignant sur le climat, destiné à entrer en vigueur en 2020.

Pourtant, les signaux envoyés par les gouvernements lors de la conférence préparatoire de Lima, en décembre dernier, n'ont guère été encourageants; les 195 nations qui prirent part au processus ne sont parvenues à se mettre d'accord que

sur un compromis a minima, avec de nombreux points demeurés en suspens.

Dans ces circonstances, Dominique Bourg fait preuve d'un «optimisme circonstancié». «Nous avons de toute façon d'ores et déjà laissé se refermer la possibilité d'éviter un basculement climatique», constate le philosophe, qui regrette le rendez-vous manqué de Copenhague en 2009, lorsque les Etats n'ont pas réussi à donner une suite au Protocole de Kyoto de limitation des émissions de gaz à effet de serre. «Il n'est désormais plus réaliste de tableur sur un réchauffement inférieur à 2 °C d'ici à la fin du siècle, mais il faut tenter de nous éloigner le moins possible de ce seuil. Au-delà duquel il deviendra difficile de nous adapter, d'autant que la température continuera à augmenter au-delà du siècle», assène-t-il.

Répartition des efforts

«Il est toutefois possible d'éviter que la conférence de Paris soit un échec», estime Dominique Bourg. Pour cela, il faudra régler le différend qui empoisonne depuis des années les débats sur le climat: celui de la répartition des efforts entre pays du Nord et du Sud. A Lima, les pays les plus pauvres ont fait front commun avec des géants telle la Chine pour réclamer un soutien financier des pays riches leur permettant de se développer sans (trop) nuire au climat et de s'adapter à ses changements. «La question du financement du Fonds vert pour le climat sera donc centrale à Paris», considère le chercheur de l'UNIL. Cet instrument créé en 2009 devrait apporter une aide de 100 milliards de dollars par année aux pays du Sud engagés contre le réchauffement. Mais pour l'heure, il n'a été doté que de 10 milliards. «Compte tenu de l'endettement public de nombreux pays industrialisés, il ne leur sera pas possible de contribuer directement à ce fonds. Le seul moyen d'y parvenir serait de recourir à des modes de financement innovants comme une taxe carbone internationale, une taxe sur les transactions financières, les droits de tirages spéciaux du FMI, etc.»

Technologies matures

Mais une telle avancée ne sera pas suffisante pour répondre au défi climatique: «Un problème majeur est qu'actuellement les énergies fossiles reçoivent chaque année 650 milliards de dollars d'investissements. Pour changer la donne, il faut encore que ces fonds soient réorientés vers les énergies renouvelables.» Un tel renversement est-il imaginable en 2015? «Oui, car certaines technologies sont désormais matures et rentables. De plus, une grande partie du capital mondial étant détenu par un très petit nombre d'acteurs clés, il y a relativement peu de personnes à convaincre de changer d'orientation...», avance ironiquement le philosophe spécialiste des questions environnementales.

Et de conclure: «Si ces deux éléments se trouvaient réunis en 2015 – d'une part

des gouvernements qui jouent enfin leur rôle, et d'autre part des investisseurs privés qui se tournent massivement vers les renouvelables – alors oui, cette année pourra être celle d'un sursaut climatique.»

Réplique aux pourfendeurs du principe de précaution

Dominique Bourg et Alain Papaux , Letemps.ch , 8 janvier 2014

Dominique Bourg et Alain Papaux, professeurs à l'Université de Lausanne, répliquent à un article de Valentin Petkantchin paru dans «Le Temps» du 2 octobre dernier

Seule barrière, bien fragile au demeurant, dans un monde dominé par la recherche du profit à court terme, le principe de précaution est devenu insupportable à nombre d'économistes et autres partisans d'une production débridée de richesses matérielles, quelles qu'en soient les conséquences.

Ce principe n'est certes pas la panacée mais il ne mérite que rarement les critiques qu'on lui adresse. Nous en voulons pour énième preuve l'article récent publié dans les colonnes du Temps (02.10.2013) par Valentin Petkantchin de l'Institut économique Molinari. Ce dernier reproche à notre pauvre principe d'être responsable des «millions de vies» perdues dans la lutte contre le paludisme, en raison d'un usage «découragé» de l'insecticide DDT!

Rappelons que le DDT a été interdit aux Etats-Unis en 1972, interdiction dont l'impulsion remonte à la publication par Rachel Carson de *Silent Spring* («Printemps silencieux») en 1962, premier ouvrage à succès de la saga écologique qui avait en son temps dénoncé les méfaits du DDT. La molécule en question s'accumule dans les graisses de certains animaux et perturbe alors leur système hormonal. Effet dûment constaté à l'époque déjà de Carson; cette dernière s'était appuyée sur une série d'études scientifiques, largement confirmées depuis. Tout cela sans compter les effets directs du DDT, l'effondrement de certaines populations d'insectes ayant mécaniquement entraîné la disparition de leurs prédateurs, des oiseaux.

On attribue désormais la baisse de la concentration de spermatozoïdes dans la liqueur spermatique humaine à la présence dans l'environnement de toutes sortes de molécules de synthèse et autres perturbateurs endocriniens. Mais évidemment, un tel état de choses est bénéfique à l'économie, qui se nourrit notamment de la substitution à des mécanismes autrefois naturels de services marchands.

Quoi qu'il en soit, contrairement aux allégations de notre auteur embarquant dans sa cause l'OMS, force est de constater que cette organisation a, après avoir un

temps encouragé l'usage du DDT en Afrique notamment, décidé en 2009 d'en bannir l'usage définitivement et universellement à l'horizon 2020.

L'auteur ignore manifestement que le DDT n'a jamais été interdit en Afrique, que son interdiction aux Etats-Unis puis en Europe ne doit rien au principe de précaution... lequel n'existait pas alors!

Autre erreur: l'interdiction en question relevait du simple principe de prévention, puisque les effets destructeurs du DDT étaient alors d'ores et déjà constatés, donc loin de l'incertitude scientifique qui conditionne l'intervention du principe de précaution. Rappelons que Rachel Carson ne récusait pas toute forme d'emploi du DDT, mais un emploi massif et inconsidéré. Toutes nuances pratiques que l'idéalisme économique est incapable de discerner tant ses modèles sont éloignés des réalités.

Enfin, comment ne pas remarquer le caractère autodestructeur de la critique contre la précaution intentée par le représentant de l'Institut Molinari? Il affirme en effet que les substituts au bisphénol A, «trouvés dans la précipitation et sans doute moins performants, pourraient augmenter les risques d'intoxication alimentaire et de botulisme». Il faudrait donc, nous le supposons, les interdire? Et les interdire au nom de quoi si ce n'est d'un principe de précaution fort peu précautionneux en l'occurrence, puisque nous ne disposons pour l'heure très probablement que de peu d'informations à cet égard? Mais l'idéologie aveugle.

Ce dernier reproche aux autorités publiques françaises de réduire la puissance des antennes-relais de la téléphonie mobile. La France ne fait en l'occurrence que suivre la Suisse, qui en a depuis longtemps limité la puissance. Bornons-nous à constater que les ondes en question ne semblent pas créer de dommages graves et irréversibles, mais bien plutôt une gêne auprès de certains voisins. Cela ne constitue nullement un motif de mise en œuvre du principe de précaution, qui exige que l'on redoute des dommages graves et irréversibles dans un contexte d'incertitude scientifique, c'est-à-dire caractérisé par l'insuffisance des connaissances disponibles. Or, c'est bien principalement au nom du trouble du voisinage qu'un tribunal civil français avait pu exiger il y a quelques années le démontage d'antennes-relais.

Un des autres exemples mobilisés par notre critique manque tout autant de sérieux... mais pas de ridicule. Il s'agit du gaz réfrigérant R134a. Le fait qu'il constitue un gaz à effet de serre puissant relève d'un fait avéré, comme d'ailleurs le changement climatique en cours. Où est la précaution dans cette affaire? Il n'y a pas d'incertitude en jeu.

Enfin, l'article de Valentin Petkantchin évoque un tout autre problème, celui des

politiques publiques encourageant la culture de biocarburants, fustigée par ailleurs. Là encore, il n'y a aucun lien avec le principe de précaution. Mais apparaît de toute évidence la cible réelle de son papier: l'intervention des Etats dans la sphère économique. On atteint ici un sommet de mauvaise foi. Le principe de précaution, comme la réglementation touchant en général les risques, n'aurait jamais vu le jour si des malfaçons et des accidents ne s'étaient produits auparavant. Si les agents économiques se comportaient spontanément comme des saints, aucun encadrement réglementaire de la production n'aurait vu le jour. Ledit encadrement s'étoffe d'ailleurs au gré de drames bien réels, du DDT au distilbène, en passant par la thalidomide ou la vache folle... A quoi s'ajoute l'esprit même de la précaution qui ne vise pas directement les industriels, mais incite plutôt les autorités publiques à jouer le rôle de protection qu'elles rechignent parfois à assumer vis-à-vis des simples citoyens. Et compte tenu de la nature extrêmement sensible des questions de santé publique, il arrive alors que ces autorités «surjouent» la précaution, et par là mésusent du principe de précaution, comme il en va peut-être avec les antennes de téléphonie mobile. Mais elles ne font par là que réagir, somme toute, à une tendance néolibérale à l'irresponsabilité des acteurs économiques.

Et alors même que les pourfendeurs de la précaution fourbissent leurs armes, les abeilles continuent de disparaître, sous l'effet de ces nouveaux pesticides que sont les néonicotinoïdes, produits qui satisfont aux tests classiques de toxicité et à leurs limites, tout en détruisant de façon plus subtile le système nerveux des pollinisateurs.

Ces effets auraient-ils atteint la mémoire de certains économistes qui répugnent à voir l'Etat intervenir dans leur sphère, mais qu'ils appellent d'urgence (et à travers lui le porte-monnaie des simples citoyens) quand leurs jouets financiers les dépassent et qu'ils sont incapables d'en assumer les conséquences? Quel manque de précaution! A moins que l'irresponsabilité ne soit devenue un nouveau principe de management?

L'énigme climatique ou le procès stupide des conclusions du GIEC

Dominique Bourg LeTemps.ch , 3 octobre 2013

Des scientifiques amateurs contestent les conclusions des experts sur le réchauffement climatique, ceci au moment précis où, dans plusieurs pays, la fuite en avant s'accélère, déplore le professeur Dominique Bourg, de l'Université de Lausanne

Imaginons qu'on découvre un manuscrit rédigé en hiéroglyphes, datant de 4000 ans, éclairant de façon radicalement nouvelle le corpus biblique. Imaginons encore

que, compte tenu de l'importance de cette découverte pour nos origines, et indirectement pour la paix religieuse dans le monde, des représentants des différentes disciplines concernées décident d'instituer un Groupe intergouvernemental sur l'interprétation du manuscrit X, avec un groupe 1 composé d'égyptologues spécialisés dans la période concernée, un groupe 2 composé de biblistes et un groupe 3 rassemblant des théologiens, des philosophes et des historiens. Il ne viendrait pas à l'esprit de certaines rédactions d'interroger un entomologiste pour connaître l'état des connaissances produites par les égyptologues, ou même un théologien pour discuter de tel point d'interprétation du manuscrit X opposant les égyptologues concernés. On imagine aisément que quelque assyriologue, ancien ministre de l'Education, s'étant illustré par son travail de faussaire, n'ayant pas hésité à employer des hiéroglyphes inexistants, se trompant dans le nom des égyptologues cités, ne serait plus invité sur les plateaux, ni par la presse écrite. On ne prétexterait pas non plus de quelques coquilles dans un document destiné au public pour remettre en cause le GIIMX, et on n'ignorerait pas que le but de cette institution n'est pas de produire de la connaissance, mais de dresser un état des lieux des connaissances, tâche que seuls des spécialistes impliqués peuvent réaliser.

Au lieu de quoi on continue à s'en prendre stupidement au GIEC, un peu comme l'imbécile obnubilé par le doigt au point d'en oublier la Lune; au lieu de quoi L'Hebdo ouvre ses colonnes à un physicien climatologue amateur, et Le Nouvel Observateur à un mathématicien tout aussi néophyte, n'ayant jamais soumis le moindre article à une revue à comité de lecture appropriée. C'est décidément le règne de la confusion et de l'amateurisme et, qui plus est, sur une question capitale pour notre avenir.

N'étant pas climatologue, respectant le travail scientifique de validation communautaire et au fil du temps des connaissances, je n'ajouterai pas ici de la confusion à la confusion.

J'aimerais plutôt attirer l'attention du lecteur sur le contexte politique de réception de ce cinquième rapport du GIEC, si différent de celui qui prévalait en février 2007, au moment de la publication du quatrième rapport. La publication antérieure du rapport Stern avait préparé le terrain; l'opinion publique internationale semblait préoccupée par le danger climatique et il n'était pas encore interdit de croire qu'on pourrait décider à Copenhague d'une suite à Kyoto embrassant la totalité des nations. Il était encore possible d'imaginer qu'on saurait éviter les deux degrés supplémentaires d'ici à la fin du siècle. Or, il en va autrement aujourd'hui.

Premier constat, les différentes parties à la convention-cadre sur le changement

climatique ne sont parvenues à s'entendre sur un objectif d'augmentation de la température à ne pas dépasser, les fameux deux degrés, qu'à partir du moment où cet objectif devenait très difficilement atteignable. Un accord à Copenhague et une politique extrêmement volontariste auraient encore permis de l'atteindre. Un nouvel accord ne pourrait en revanche être mis en œuvre avant 2021, soit après dix ans d'émissions débridées supplémentaires. Il faudrait alors une baisse annuelle des émissions mondiales de 5% pour atteindre le même objectif des deux degrés, alors même que la consommation d'énergie augmente chaque année de 3%. A partir de 2027, l'objectif devient économiquement et physiquement inatteignable.

Le second constat n'est autre que l'incohérence et l'inconstance des politiques publiques: la crise des dettes souveraines a remis aux oubliettes l'objectif européen des «trois fois 20»; la transition énergétique française patine, le virage énergétique allemand (Energiewende) débouche sur l'ouverture d'immenses zones minières dévolues à l'extraction de lignite, sans compter l'importation de charbon des Etats-Unis – une situation qui est le pendant paradoxal d'une performance par ailleurs à saluer, une production d'électricité d'origine renouvelable (solaire, éolien) s'élevant à 23%, mais qui exige du fait de son intermittence le recours à de vieilles installations thermiques; la Chine exporte à tout va des panneaux photovoltaïques gorgés d'électricité carbonée; les Etats-Unis entraînent le reste de la planète, ou peu s'en faut, dans la ruée sur les gaz de schiste; dans le nord du Dakota, on brûle même le gaz qui sort avec les huiles de schiste; seul dans ce concert le Conseil fédéral affiche la volonté de diminuer à court terme la consommation électrique des Suisses (sera-ce du goût des Chambres fédérales?).

Alors, dans un tel contexte, il me semble qu'une certaine presse aurait autre chose à faire qu'à ouvrir ses colonnes à quelques climatologues auto-déclarés. L'enjeu de toute cette affaire n'est autre, en effet, que le dérapage vers une marchandisation et une technisation accrue de la «nature», via la géo-ingénierie. C'est la tentation de l'inversion de l'environnement qui avait animé dans les années 1990 le projet Biosphère 2, à savoir celui d'une nature techniquement produite et maintenue. A l'échelle de Biosphère 1, l'échec risque d'être autrement plus dramatique...

Crise actuelle: Les révélations fracassantes de Myret Zaki

BusinessBourse Le 06 août 2015

[À voir absolument.]

Entretien de **Myret Zaki**, rédactrice en chef de Bilan réalisé le 14 Février 2014. Elle nous livre au travers de cette vidéo des informations sans concession sur la crise et la finance mondiale.

Vous pourrez constater tout au long de son interview que ses révélations sont toujours d'actualité sinon plus aujourd'hui...

Thèmes abordés: Réserve fédérale américaine, la manipulation des marchés, la valeur du dollar, les tentatives de certains états de se soustraire à la mainmise du dollar, les commentateurs économiques toujours plus optimistes malgré l'aggravation de la crise, le contrôle de l'or, le prochain krach qui sera bien plus grave etc....

Myret zaki: " Il devient de plus en plus difficile pour des journalistes " maintream " de défendre une reprise économique face à des contradicteurs indépendants et bien informés que sont Philippe Béchade et Olivier Berruyer. "



<https://www.youtube.com/watch?v=pdQJd7Py9bU> (Français, 1 heure 11)



"L'arme" de la croissance...

Patrick Reymond 6 août 2015

Encore un titre ridicule. On nous parle du canal de Suez et de son recalibrage, qui est une arme contre le terrorisme. Nous dit on.

Bien entendu, on ne dit pas un mot de ce qui était commun dans les années 1970 en sciences économique. La croissance, ce n'est pas forcément un progrès, si la répartition est inégale.

Techniquement, le chantier, qui devait durer 3 ans, n'en a duré qu'un. La percée initiale avait duré 10 ans, pour Panama, 34 ans.

Il faut dire que les conditions n'étaient pas les mêmes. Panama est en zone humide tropicale, avec un terrain argileux, montagneux ravagé par la fièvre jaune et le paludisme. Suez, c'est plutôt plat et désertique.

Ces deux chantiers furent bâtis sur des montagnes d'ossements, 100 000 dit on pour Suez, pour Panama, le décompte est tellement délirant qu'on n'ose même pas le faire. Des décomptes partiels donnent une idée du massacre. Les français, surtout des antillais, furent 20 000 à y laisser leurs bottes.

Toute la caraïbe affluait, attiré par des salaires sans équivalents. Mais la vie y était courte, comme je l'ai dit, Paludisme, fièvre jaune, variole, vérole, serpents, alcool, accidents du travail, opium, et aussi son absence, les chinois engagés se suicidant en masse quand ils en manquaient, meurtres...

Il fallait un flux constant de chair humaine, pour maintenir les effectifs, sans arriver, souvent, à maintenir la force de travail. Comme les jeunes appelés de 1914-1918, ils avaient seulement le temps d'arriver et de mourir.

On peut largement penser à plus d'un million de morts. La période américaine fut plus économe en vies humaines. Ils épandirent du pétrole sur les grandes étendues d'eau, chose que les moustiques n'apprécièrent pas du tout, et on connaissait mieux la fièvre jaune à cette époque. Et on commença par le commencement, l'éradication de la fièvre jaune et du paludisme.

Bien entendu, c'était une autre époque, et les accidents du travail, si courants, qu'ils tuaient plus que les guerres.

Mais il y a des chose qui n'ont pas changé. Les malades étaient virés avant de mourir, et la compagnie du canal n'était pas responsable des sous-traitants, tout aussi susceptible de mourir de ces maladies.

Pour la seule fièvre jaune, le taux de mortalité des 2/3 était courant. Certains ouvriers étaient réputés "ne rien valoir", comme les jamaïcains, mais avaient l'avantage d'arriver immunisés.

Bref, on veut oublier que ces grandes aventures capitalistes, dans un cas comme dans l'autre, ont été bâties sur des montagnes d'ossements.

Et comme je l'ai dit, si l'on est à peu près sûr du bilan humain à Suez (100 000 morts), à Panama, c'est plus incertain.

Pour la voie de chemin de fer (1850), on a une idée plus précise des pertes humaines, ou plutôt du taux de survie : 1/60. Et une fourchette de 5 000 à 10 000 morts, et le chantier fut vraiment minuscule (8 millions de \$), comparé au chantier français (300) et américain.

Voilà pour planter le décor. Mais la "croissance", eût lieu surtout pendant la période où l'on creusa, les hauts salaires, le matériel arrivait dans des pays misérables, et où l'on vivait, ou végétaient plutôt, de très peu.

Pour le futur, rien n'indique que ce recalibrage de Suez, comme le recalibrage de Panama apporte un sou de plus. Bien sûr, les gabarits accueillis pourront être plus importants. Mais cela changera-t-il vraiment la donne ? SI les navires sont plus gros, il peut très bien beaucoup moins en passer, et surtout, il n'existe aucune chance que le trafic pétrolier redémarre.

De plus en plus, la production locale de pétrole est auto-absorbée. Et les échanges internationaux en baisse. Et pour les excités de la mondialisation, le trafic maritime, ce n'est pas assez rapide.

Rien n'indique que ces adaptations des canaux célèbres soient autre chose qu'une dispute des parts de marchés. Et une tentative de l'accroître, sans changer rien au rendement final.

Il faut dire que Panama et l'Égypte, sans leurs canaux, seraient en grandes difficultés. Mais Sissi a été habile. Il a fait appel à des capitaux égyptiens.

Pour rappeler l'histoire, la fin du 19^e siècle fut une période de dépression démographique aux Caraïbes. Sans doute parce que toute la population y fut littéralement "aspirée", par le canal.

Hommes travaillant au canal, femmes y travaillant à l'horizontale. Les prostituées étaient aussi nombreuses que les hommes, et mourraient tout aussi vite. c'est peut être ça "calmer le terrorisme", les morts du canal de Panama, comme ceux de Suez n'ont pas été très remuant après...

L'idéal, ça serait d'avoir un canal très long à faire dans une zone très malsaine, où

on pourrait employer des dizaines de millions d'êtres humains, avec pelles et pioches. L'idée n'étant pas le but, mais d'en faire mourir le plus possible...

Les américains, à l'époque de "leur" canal, avaient, après 1945, pensé à une solution bien plus expéditives, et d'ailleurs, la tenaient prête en cas de besoin. Une série d'explosions nucléaires auraient tout bonnement, brisé l'isthme. Les forages avaient déjà été fait. Puis le canal fut rétrocédé au Panama, avec l'idée US, que de toute façon Panama et Amérique latine, c'était à eux.

Il reste qu'hier, comme aujourd'hui, ces gros investissements sont trop sérieux pour être confiés au privé.

On peut penser, dans le contexte actuel, que les élites mondiales regardent la possibilité d'une épidémie mondiale, qui réduirait la population des 2/3 avec une certaine gourmandise. il faut dire, qu'eux, claquemurés dans leurs forteresses, feraient la fête en attendant que ça passe.

La baisse des prix du baril de pétrole secoue l'industrie de l'énergie

BusinessBourse Le 07 août 2015 à 08:00

La baisse des prix du baril de pétrole secoue l'industrie énergétique. Les importantes suppressions d'emplois chez des majors comme Royal Dutch Shell et Centrica témoignent de la mauvaise santé du secteur. Les bénéfices des groupes pétroliers et gaziers en Espagne et en Italie ont largement chuté. Regardons cela de plus près.



<https://www.youtube.com/watch?v=q5KCoFWXZ6w> (Français, 2 minutes)

Editorial : Le monétaire a échoué, passons à

Bruno Bertez 7 août 2015

Après 6 ans de stimulation monétaire effrénée et casse cou, les pays phares en ce

domaine, les anglo-saxons, n'en finissent pas de retarder la normalisation.

Cela devrait faire débat! Comment après tant d'années de remèdes exceptionnels peut-on encore différer et oser dire, c'est trop fragile, cela n'est pas assez assuré, il y a risque de rechute.

Ainsi la Banque d'Angleterre utilise la déroute des marchés de matières premières pour, une fois de plus, repousser l'échéance. On sent bien à lire les interventions des gouverneurs de la Fed, qu'outre Atlantique, c'est la même chose : on cherche une bonne excuse pour retarder la minuscule hausse des taux pourtant promise et même claironnée il y a quelques semaines. Quelle est cette fragilité de la situation qui après 6 années de bétonnage monétaire est encore menaçante au point de paralyser les institutions les plus puissantes et les mieux équipées du monde ?

Les observateurs et commentateurs, nous n'osons même plus utiliser le mot analystes ou spécialistes, se laissent prendre au piège. Au lieu de s'interroger sur l'adéquation de ces remèdes qui ne produisent aucun retour à la santé et aux équilibres, ils glosent, ils parient, ils nous rabattent les oreilles avec leurs pseudo prévisions. Montera ? Montera pas ? Septembre ? Décembre ?

Personne ne se rend compte à quel point cela est dérisoire. Pourquoi ? Parce que le sens des réalités et le ridicule ont disparu à la faveur de l'irrésistible ascension du tyran que sont les marchés. L'esprit de jeu a tout contaminé, même les capacités de raisonnement. On ne pense, on ne réfléchit qu'en fonction d'eux et de l'effet que telle ou telle décision on non-décision aura sur leur comportement. C'est l'envahissement par le trouble des marchés! L'autisme de ces gens a quelque chose de poignant et de pathétique. Surtout eu égard aux ressources dépensées pour alimenter ce jeu de devinettes.

Alors il faut répéter, ne pas avoir peur de dire et redire cette vérité d'évidence à savoir que si, après 6 années, cela ne marche pas, c'est parce que les politiques qui sont menées sont idiotes. Eh oui, cela crève les yeux, cela découle du bon sens, tout simplement. Les caricatures que sont la Grèce, la Chine devraient pourtant, tellement le trait est gros, favoriser la prise de conscience que le monétaire ne donne aucun résultat réel, que le « extend and pretend » sont des recettes de lâches et de charlatans et que tout l'édifice que l'on construit et entretient sur ces bases est voué non seulement au rebut, mais également à la destruction même pas créatrice. Rien ne peut en sortir, il n'y a rien d'autre que du gaspillage.

C'est par construction que nos Systèmes sont maintenant gouvernés pour favoriser la stagnation économique, le sous emploi et les inégalités. Nous laissons de côté la question de savoir si cela est volontaire ou pas. Ces politiques soutiennent et encouragent la consommation financée par la dette ; Voilà le résumé, cynique du

choix qui sous tend les politiques menées partout dans le monde. Ces politiques refusent la recherche de l'équilibre par l'emploi et les revenus salariaux ou les revenus d'épargne. Elles découragent l'épargne et l'investissement productif et créateur d'emplois et en revanche, elles favorisent les opérations spéculatives telles que l'agiotage sur les marchés, les buy-back ou rachats d'actions, les rachats de titres anciens sur les marchés, l'arbitrage en général, les fusions acquisitions, la roulette biaisée des IPO, le Private Equity dévastateur, ... Les politiques menées donnent la priorité à l'ingénierie financière et ils la rendent tellement attrayante qu'elle dévore tout. Elle est ainsi devenue structurellement et pas seulement conjoncturellement, plus attractive que les investissements productifs.

On a choisi de fabriquer de la fausse prospérité, de multiplier les signes de la prospérité au détriment de la production de vraies richesses. On l'a fait au prix :

- d'une hausse terrible des inégalités
- d'une mise au rebut du travail humain
- d'une dislocation des sociétés civiles
- d'une instabilité extrême des marchés
- d'une fragilité effrayante d'un système bancaire devenu une véritable bombe
- de la destruction des valeurs d'effort, d'épargne et de justice
- de l'inadaptation des humains aux authentiques défis de l'avenir

Car le règne des perceptions, la dictature des signes empêchent l'adaptation et les bonnes décisions. Que l'on songe seulement aux grands défis comme le réchauffement de la planète ou ceux connexes du peuplement et des migrations. Pire, le règne des perceptions, le voile monétaire, l'illusion de la fausse richesse empêchent les bonnes décisions mais en outre ils détruisent le réel et son potentiel.

Ces politiques pénalisent l'effort par l'impôt et la chasse aux énergies créatrices. Elles découragent l'épargne par la destruction de sa récompense et la glorification des modèles douteux comme les initiés bancaires et financiers qui tondent les épargnants. Nous donnons des assurances aux spéculateurs du clan « too big to fail », nous les cajolons de promesses de largesses infinies et pratiquement éternelles.

Nous favorisons la reproduction des nuisibles et nous éliminons les utiles. Personne ne parle plus de revenir sur terre, de marcher sur les pieds et de récompenser l'effort et l'épargne. Au moindre frémissement des salaires, les banques centrales ont déjà averti qu'elles resserreront ! Nous habitons un monde de fausses valeurs, un monde où ceux qui ne connaissent rien, politiciens, hauts fonctionnaires domestiques et internationaux, donnent des ordres à ceux qui connaissent et font, et fabriquent, et apprennent en se coltinant le réel. Le monde

des signes récompense non ceux qui produisent, mais ceux qui les manipulent le mieux ; et ce qui marche, c'est le gaspillage, la dette, la confiscation.

L'idiotie clef, c'est celle du Savings Glut, l'idiotie qui prétend que tous nos maux viennent de l'excès d'épargne. Qui ne voit que si il y a trop d'épargne, c'est parce qu'il n'y a pas assez d'investissement productifs? Par identité logique, l'épargne est égale à l'investissement, ce qui implique qu'il faut chercher un équilibre à un niveau plus élevé, favoriser non pas la consommation, mais l'investissement productif. C'est l'investissement qu'il faut libérer, encourager, voire stimuler. Mais pour cela, il faut sortir du monétaire, il faut revenir à la seconde arme des gouvernements, le fiscal

Pourquoi ne fait on pas du fiscal, pourquoi miser tout sur le monétaire dont le caractère déflationniste est maintenant bien connu ? La réponse est à la fois politique et financière .

La première raison pour laquelle on refuse de faire de la stimulation fiscale de l'investissement est que l'on n'ose pas détruire le capital ancien, obsolète, celui qui fait obstacle au progrès. On préfère laisser se perpétuer l'inefficacité en la soutenant par la monnaie et le crédit facile. On garde un stock de capital gaspilleur, malthusien considérable qui, en quelque sorte, nie les progrès des techniques et des savoirs. C'est bien sur ce capital ancien qui est le frein politique puisque c'est lui qui tient le pouvoir !

La seconde raison qui fait que l'on ne peut faire jouer au fiscal son rôle de starter c'est l'état des finances publiques, des budgets. Tous sont déficitaires, on a usé le pouvoir d'endettement, on a tellement creusé les déficits pour acheter la paix sociale et financer les prébendes que l'arsenal est épuisé. Le stock de promesses intenables est colossal. Il faut oser restructurer les dettes.

La réponse de la politique actuelle, réponse monétaire consiste à faire croire que les rendements zéro, la création de liquidités, sont efficaces, mais que cela ne suffit pas, il faut passer aux taux négatifs, amputer les épargnes, euthanasier par le bais de la volatilité sélective sur les marchés par le biais de la fameuse dissémination du risque. Cette solution se résume à ceci : mettre un tigre dans le moteur des spéculations de la haute finance tout en asphyxiant la classe moyenne et les salariés. Leur faire faire du surplace ne suffirait plus, il faudrait organiser la régression, la répression.

C'est un changement de cap radical qui s'impose, pas une correction à la marge.

-Il faut cesser de se reposer sur la politique monétaire

-il faut cesser de favoriser la consommation

- il faut cesser de stimuler le crédit
- il faut cesser de détruire l'épargne
- il faut réorienter les ressources vers l'investissement public, privé, et personnel comme l'éducation.

Le vrai taux de chômage du Québec n'est pas de 7,7%, mais de 14,1% !

Par Olivier Schmouker Les Affaires.com Édition du 06 Août 2015



Il y a au Québec 280 000 'chômeurs oubliés'. Photo : DR

Le Québec compte officiellement 354 000 chômeurs, selon les données les plus récentes de l'Institut de la statistique du Québec (ISQ). Mais ce chiffre correspond-il à la réalité du chômage québécois ? Il semble bien que non, si l'on en croit une étude de Marc-André Demers, analyste en statistiques du travail, du même ISQ. En vérité, le Québec compte... près de deux fois plus de chômeurs ! Explication.

Le chômage est l'un des indicateurs du marché du travail les plus utilisés, dont les normes permettant de le définir et de l'évaluer ont été adoptées en 1982 par l'Organisation internationale du travail (OIT). Le hic, c'est que la façon dont on travaille aujourd'hui s'est grandement transformée au cours des trois dernières décennies. Et le Québec n'a évidemment pas échappé à cette évolution.

« Du coup, les frontières entre emploi, chômage et inactivité présentent de nos jours des zones floues dans lesquelles emploi et chômage ou chômage et inactivité se chevauchent », indique M. Demers dans son étude. Et d'ajouter : « Ces zones floues englobent justement des formes de chômage non traditionnelles, qui concernent des personnes ayant un besoin d'emploi non satisfait ».

Un “besoin d’emploi non satisfait” ? « Une réduction de temps de travail imposée par l’employeur, un retour aux études en raison d’une fermeture d’entreprise ou encore le découragement face à l’absence de travail sont toutes des situations qui ne sont pas prises en compte par le chômage traditionnel, même si elles occasionnent pourtant des besoins d’emploi non satisfaits », illustre l’analyste de l’ISQ. En conséquence, il existe bel et bien aujourd’hui des “chômeurs oubliés” au Québec, « particulièrement nombreux lors des ralentissements économiques, soit des périodes où le niveau de chômage est élevé ».

Qui sont les chômeurs oubliés québécois ?

Lors de la 19e Conférence internationale des statisticiens du travail qui s’est tenue à Genève en 2013, une résolution a été adoptée pour considérer désormais deux groupes supplémentaires de personnes éprouvant un besoin d’emploi non satisfait, outre les traditionnels chômeurs, qui étaient 331 900 au Québec en 2014 :

- > *Les personnes souhaitant travailler davantage.* À savoir celles qui occupent un emploi à temps partiel de façon involontaire. On en dénombrait l’an dernier 188 400 au Québec ;
- > *La main-d’œuvre potentielle.* C’est-à-dire les personnes voulant un emploi, mais sans en chercher un activement. Elles étaient l’an dernier au nombre de 93 600 au Québec.

En conséquence, le Québec comptait quelque 280 000 chômeurs oubliés en 2014, soit presque autant que le nombre officiel de chômeurs. Ce qui fait que le “vrai” taux de chômage du Québec était alors non pas de 7,7 %, mais de 14,1 %.

Qui étaient ces chômeurs-là ? L’analyste de l’ISQ a creusé en profondeur dans ses données et a découvert que la plupart étaient :

- > *Jeunes.* Pour la plupart, ils entraient dans la tranche d’âge des 15-24 ans ;
- > *Peu diplômés.* La plupart avaient tout au plus un diplôme d’études secondaires.

À noter qu’il y avait globalement tout autant de femmes que d’hommes, mais que la catégorie des personnes souhaitant travailler davantage était composée à 63 % de femmes.

On peut dès lors résumer ce profil par une image, celle d'une jeune femme peu diplômée qui rêverait d'occuper un emploi à temps plein dans ses cordes, mais qui en attendant cumule des boulots alimentaires à droite et à gauche. Une image qui permet de mieux saisir qui sont ces gens coincés dans les zones floues du marché du travail. « Toutes ces personnes ont un besoin d'emploi insatisfait, mais qui pourrait l'être si le marché du travail était mieux adapté à leurs situations spécifiques », souligne Marc-André Demers.

Les besoins d'emploi non satisfaits au Québec (2014)

Chômeurs traditionnels : 54 %

Personnes souhaitant travailler davantage : 31 %

Main-d'œuvre potentielle : 15 %

Les besoins d'emploi non satisfaits dans le reste du Canada (2014)

Chômeurs traditionnels : 47 %

Personnes souhaitant travailler davantage : 35 %

Main-d'œuvre potentielle : 18 %

Source : Institut de la statistique du Québec, 2015

Dettes publiques: Au-delà de la mise en scène...

Par Liliane Held-Khawam juillet 10, 2015 par LHK

De négociations en négociations, la crise grecque nous tient en haleine depuis de nombreuses semaines. Pourtant hier soir le parlement grec a validé l'accord que M Tsipras aurait présenté aux partenaires européens et autres FMI. Accord 100% en faveur de l'industrie financière transnationale.

Pourtant le peuple avait voulu croire en M Tsipras. Son initiative pour la tenue d'un référendum a créé de l'espoir au-delà des frontières grecques. On a voulu croire. Mais non M Tsipras se rend et il a fait se rendre avec lui toutes les petites gens qui ont lié leur sort à sa capacité de négociateur. A sa capacité de tenir ses promesses électorales.

Mais M Tsipras n'est pas la bonne personne. Nous l'avions déjà supposé à la lecture de son programme de fin juin. Aucune surprise donc. Portant le malaise grandit toujours plus dans le coeur des peuples. Et pas que des petits retraités. Les

politiciens de tout bord semblent briller par leur impuissance. Le rôle tenu par la gauche malmenée aujourd'hui en Grèce mais hier en France et avant-hier ailleurs montre bien que la pseudo division droite-gauche a fait long feu et qu'aujourd'hui la réalité est ailleurs. Au-delà de la scène...



La réalité pure et dure est que les financiers privés et transnationaux ont pris le pouvoir politique. Ces financiers qu'hier il fallait soit-disant sauver de la faillite avec les maigres deniers publics et qui depuis ont fait exploser leurs indicateurs boursiers et leurs bonus. Ces financiers qui font ployer la Grèce, la France, l'Espagne et un bon paquet de pays sous les conséquences de leur sauvetage. Ces financiers qui sont partis poursuivre leurs malveillances ailleurs sur la planète et qui en ce moment-même font boire la très grosse tasse à l'Asie. Ces financiers insatiables qui en veulent toujours plus et qui ne sont limités par aucune règle morale ou éthique. Ces financiers qui confondent stratégie et gains, humanité et austérité, loyauté et trahison, justice et iniquité. Ce sont en réalité ces individus qui tirent les ficelles derrière les scènes médiatiques.

Ils ne s'exposent pas –encore- en direct. Ils utilisent des personnalités politiques qui peuvent être acceptées par l'inconscient collectif du peuple qu'ils honnissent.

Pourtant ce sont eux les boss. Leur dictature est déjà en place grâce à un circuit financier unique de très haute performance et qui passe au-dessus des Etats-Nations. La loi nationale est la leur. Aucun vote, référendum ou autre élection ne leur résistent. Il leur suffit de fermer le robinet et le pays est asphyxié.

On a vu hier à Chypre puis aujourd'hui en Grèce qu'ils ont le pouvoir de vie et de

mort sur une économie nationale. Ils ont un pouvoir équivalent à celui d'une armée régulière. Ils ont le pouvoir de décréter un embargo. Rien de moins. Car aujourd'hui, il s'agit bien d'un embargo financier – et donc économique- que vivent les grecs. Une honte absolue et innommable tant elle est méprisable.

Ces financiers sont les patrons de l'Allemagne endettée de plus de 2'170'000'000'000 d'euros. Certains ont même dit dans le cadre d'un reportage sur Arte le 28 juin 2012 qu'il fallait ajouter aux 2'000milliards de l'époque 5'000 pour se rapprocher de la réalité, soit 270% de son PIB de 2012 !!!

Cette fortune colossale, l'Allemagne la doit aux banques privées et centrales (qui sont aussi privatisées pour la plupart). Cette dette est partie dans des produits financiers que seuls les ordinateurs peuvent encore appréhender. Par conséquent l'Allemagne tout comme la France, l'Italie, l'Espagne ou d'autres ne s'appartient déjà plus. Quand elle négocie, elle est une intermédiaire entre l'industrie transnationale et les grecs. Même la banque centrale grecque n'appartient plus au pays. C'est un hedge fund du groupe Carlyle qui en est le deuxième actionnaire. Or, c'est cette banque centrale grecque qui gère hors bilan pour 170 milliards d'avoirs grecs dont les capitaux des malheureux retraités qui cherchent à grappiller quelques euros là où ils le peuvent.

L'embargo de la finance transnationale contre le peuple grec est un acte de guerre. Alors par pitié laissons tomber les mots « *partenaires* », « *accords* », « *aide* » etc. Rien n'est plus faux.

Il faut parler de hold-up, d'humiliation, de crime contre l'humanité et surtout et avant tout de spoliation.

Il ne faut surtout pas s'y tromper. La dette publique telle que fabriquée actuellement repose sur 3 piliers contestables et contestés :

1. Tous les pays du monde ont officiellement renoncé à se faire financer par leur banque centrale. Un mur a été érigé entre la banque centrale et le gouvernement de sorte que le pays est condamné à aller chercher son financement auprès du privé.
2. Un gouvernement doit ainsi aller chercher le financement de sa dette auprès d'un marché privé libre de lui fixer les conditions et les coûts. Aucun des gouvernants qui ont admis ce point de vue ne l'aurait accepté pour ses affaires privées. On invoque la liberté des marchés pour justifier la chose. Or, rien n'est moins libre que les marchés financiers cartellisés pour ne pas dire monopolistiques. Ils sont manipulés et même planifiés comme le plus zélé des régimes totalitaires.
3. Ce point est le pivot de la forfaiture qui n'a que trop duré. L'octroi du pouvoir

de la création monétaire à l'industrie financière. Les banquiers fabriquent des quantités illimitées de monnaie créées à partir des dettes et donc aussi des dettes publiques. Le travail et le patrimoine des citoyens en sont la consistance et la caution.

Les dettes publiques européennes ont clairement permis de donner de la consistance à une monnaie bancaire illégitime qui ne repose que sur les actifs de l'emprunteur (débitéur). Elle est même illégale dans la mesure où cette monnaie scripturale n'est pas reconnue par la législation.

Il est aussi à souligner que l'argent des dettes publiques récupéré par les banques a servi à partir à la conquête de l'Asie (cf les chiffres phénoménaux des investissements directs à l'étranger sont disponibles dans les statistiques de CNUCED ; banques centrales, BM, FMI). Les dettes publiques ont permis l'expansion mondiale de l'industrie financière transnationale. Quand cette industrie exige la privatisation du patrimoine et des services publics dans le cadre d'une austérité, elle ne fait qu'accroître la pression sur l'économie réelle locale avec pour conséquence une augmentation des déficits publics. La croissance de la dette publique est alors garantie avec pour conséquence une croissance de l'assise de l'industrie financière transnationale.

Ces gigantesques dettes publiques sont l'assise qui a permis à certains acteurs de la finance transnationale de s'appropriier le monde en le financiarisant.

En conclusion, la crise des peuples est le moteur de croissance de l'industrie financière transnationale. En réalité, une bonne partie des dettes publiques est en fait totalement illégitime et injustifiée. Le processus qui permet le siphonnage du peuple par la finance transnationale que parce que certaines élites ont trahi leur mission de représentants du peuple.

Les dettes publiques ne font qu'effondrer les Etats pour mieux instaurer un Etat transnational en mains exclusives des financiers privés. Qui veut pour ses enfants de cet avenir qui mène assurément à l'esclavage? Quel est l'homme ou la femme d'Etat qui va aujourd'hui se lever et s'y opposer avec tous les risques que cela comporte ? En tout cas pas M Tsipras...

L'huile de palme, un poison pour la terre !...

7 août, 2015

Posté par voltigeur Les Moutons enragés

Encore une alerte de **CCFD Terre Solidaire** contre la déforestation de l'Indonésie, pour pouvoir planter des palmiers à huile. Au delà de la critique

des massacreurs de l'environnement, il y a l'action qui consiste à ne pas acheter les produits contenant de l'[huile de palme](#). La dénomination de cette huile est différente selon les produits. [Un petit guide pour aider à s'y retrouver](#). Selon le principe, [on ne fabrique pas ce qui ne se vend pas](#), les choix que nous faisons, peuvent influencer les ventes, ce qu'ont bien compris certaines grandes surfaces comme système U, qui ont décidé sous la pression, de vendre des produits [sans huile de palme](#). C'est un début prometteur. La souffrance des paysans indonésiens, obligés à l'exode et ruinés, ne doit pas laisser indifférent. L'île de Bornéo, est un des derniers refuges pour l'Orang Outan (homme de la forêt) avec qui nous partageons 98% de notre patrimoine génétique, il est [en voie d'extinction à cause de l'huile de palme](#), Alors on bouge?



Img/LeMonde/Planète

C'est à un combat urgent auquel nous vous demandons de participer en soutenant notre action.

Depuis plus de 10 ans les industriels de l'agroalimentaire ont entrepris de **ravager la forêt** de Kalimantan, la partie indonésienne de l'île de Bornéo, pour y faire pousser le palmier à huile. Ils poussent à la **ruine et à l'exode des communautés rurales entières**. Celles qui restent sont menacées au quotidien.

D'abord, ce sont **les engins de chantiers qui déferlent**. La forêt est découpée, revendue. Puis, de **puissants désherbants**, interdits en Europe, sont répandus pour finir de défricher. Enfin, **des engrais toxiques** sont épandus à mains nues par des jeunes femmes pour faire pousser la palme.

Les ravages sont considérables. **D'ici à 10 ans, faune et flore auront disparu.** Les habitants sont obligés d'acheter de l'eau en bouteille à cause de la pollution des sols. A l'inverse, les rats pullulent en se nourrissant des fruits des palmiers. Les industriels ont fait venir des cobras d'Afrique du sud pour les manger !

« Avant nous vivions de la chasse, de nos cultures et de la pêche. **Aujourd'hui, il n'y a plus rien** » déplore Suliana qui vit dans un village aux trois quarts abandonné, visité tous les six mois par un médecin et des volontaires de l'institut de Dayakologie, partenaire du CCFD-Terre Solidaire.

Car, pour venir en aide à la population locale, des organisations indonésiennes, soutenues par le CCFD-Terre Solidaire, travaillent sans relâche. Elles soutiennent la population dans son **combat contre l'impitoyable machine agroindustrielle qui est la principale responsable des émissions de gaz à effet de serre du secteur agricole.**

En signant notre appel à soutien, en le diffusant autour de vous, vous nous aidez à leur apporter les moyens nécessaires à leur lutte pour la survie !

JE SIGNE



La Grèce et l'Euro : Une situation de dette excessive et improductive et d'implosion financière

Chronique de Rodrigue Tremblay vendredi 3 juillet Vigile Québec

« Si vous ne pouvez pas l'expliquer simplement, c'est que vous ne le comprenez pas assez bien. »

► Albert Einstein (1879-1955), professeur et physicien théoriste né en Allemagne. Prix Nobel 1921

« Chaque génération doit payer ses propres dettes. Si ce principe était appliqué il y aurait moitié moins de guerres dans le monde. »

► Thomas Jefferson (1743-1826), 3ème Président des USA (1801-09)

« Ayant vu les peuples de tous les autres pays écrasés par les guerres et les prodigalités de leurs dirigeants, j'ai voulu favoriser au contraire la paix, l'épargne et le règlement de la dette publique car j'étais convaincu que c'était le meilleur chemin vers le bonheur et la prospérité publique et privée. »

► Thomas Jefferson (1743-1826), 3ème Président des USA (1801-09)

L'organisme de prêt Standard & Poor's a récemment dit la vérité en ce qui concerne la Grèce, à savoir que ce pays est en faillite financière. Aucun tour de main, aucune occultation, aucune réorganisation de la dette et aucune aide "innovante" ne pourra dissimuler le fait que les règles défectueuses qui régissent la zone Euro aient donné l'occasion à certains de ses 17 membres de succomber à la tentation d'un endettement excessif et improductif suivi d'un défaut de paiement de la dette accompagné d'une écrasante hausse des coûts d'emprunt.

La Grèce (11 millions d'habitants) a, en fait, abusé de la crédibilité que lui donnait son adhésion à la zone Euro. En 2004, par exemple, le gouvernement grec s'est embarqué dans des dépenses somptuaires pour accueillir les jeux olympiques de l'été 2004 d'un montant de 7 milliards d'Euros (12,5 milliards de dollars). Puis de 2005 à 2008, le même gouvernement a décidé de faire d'autres folles dépenses, cette fois pour acheter toutes sortes d'armes dont il n'avait pas besoin à des fournisseurs étrangers. Accumuler une énorme dette étrangère de 533 milliards (2010) était la solution de facilité. Mais tôt ou tard, il faut payer le joueur de pipeau et on ne peut plus cacher le montant de la dette.

La situation financière actuelle de la Grèce (et celle d'autres pays européens comme l'Espagne, le Portugal, l'Irlande et même l'Italie) sont comparables à celle de l'Argentine il y a 10 ans environ. Dans chaque cas, un membre problématique d'une union monétaire donnée a conduit à un endettement étranger disproportionné qui a engendré une fuite des capitaux et une ruineuse déflation* par la dette.

Dans le cas de l'Argentine, le pays avait décidé d'adopter le dollar étasunien comme monnaie alors même que le niveau de productivité de l'Argentine était inférieur d'un tiers à celui des USA. Un taux de change artificiel de un peso=un dollar étasunien a tenu pendant presque dix ans avant l'effondrement inévitable.

Il est vrai que l'adhésion à une union monétaire d'un groupe de pays qui adopte une monnaie commune peut être un moyen puissant de stimuler l'économie et la productivité en bridant l'inflation quand ces unions monétaires sont bien construites mais elles peuvent se transformer en cauchemar économique quand elle ne le sont pas.

Malheureusement pour de nombreux membres pauvres de l'Europe, les règles d'une union monétaires viable n'ont pas été suivies et les conséquences catastrophiques de cette erreur ne devraient pas surprendre ceux qui ont une certaine connaissance de la finance internationale.

Quelles sont les règles à suivre pour qu'une union monétaire qui a une monnaie commune soit viable et stable ?

1- D'abord et surtout, les pays membres doivent avoir des structures économiques et des niveaux de productivité du travail comparables afin que la monnaie commune ne paraisse pas constamment surévaluée ou constamment sous-évaluée par rapport à l'économie de tel ou tel membre. L'alternative est d'avoir un haut niveau de mobilité de la main d'oeuvre entre les économies régionales de sorte que les niveaux de chômage ne restent pas trop hauts dans les régions les moins compétitives.

2- Deuxièmement, si aucune de ces deux premières conditions ne sont remplies (ce qui est généralement le cas parce que les unions monétaires réelles sont rarement des "zones monétaires optimales"**), l'union monétaire doit être dirigée par une entité politique puissante, comme par exemple un système de gouvernement fédéral, qui soit capable de transférer rapidement des fonds provenant des impôts des économies excédentaires vers celles qui sont déficitaires à travers un système centralisé d'égalisation des paiements.

Cela pour éviter l'insécurité et les tensions politiques qui surgissent quand le niveau de vie augmente dans les régions en excédent et baisse dans les régions en déficit. Mais quand les taux d'échange régionaux ne peuvent pas être réajustés à la hausse et ou à la baisse pour rééquilibrer la balance des paiements de chaque membre et quand la loi du prix unique s'applique à toute la zone monétaire, il ne reste pour seul levier d'ajustement aux déséquilibres extérieurs que les fluctuations des niveaux de revenu et d'emploi. Cela peut se révéler une solution très douloureuse.

Un tel système d'ajustement par la variation du revenu ou de l'emploi plutôt que par la variation des prix nous rappelle un peu la manière dont fonctionnait la règle d'or du 19^{ème} siècle, malgré sa tendance déflationniste, sauf qu'au 19^{ème} siècle il y avait une inflation des prix et des revenus dans les pays excédentaires et une baisse des prix et des revenus dans les pays déficitaires qui résultait de l'augmentation des réserves monétaires dans les économies excédentaires et de la diminution des réserves monétaires dans les pays déficitaires. Dans une union monétaire plus ou moins formelle la banque centrale contrôle le niveau général des prix pendant que les revenus augmentent et baissent.

3- La troisième condition pour qu'une union monétaire fonctionne bien, est la liberté de mouvement des capitaux bancaires et financiers dans la zone. Cela a pour but de maintenir des taux d'intérêts cohérents dans la zone monétaire qui prennent en compte le facteur de risque et aussi de favoriser le financement des projets productifs où qu'ils se trouvent.

Aux USA par exemple, le marché des fonds fédéraux éminemment liquide***, permet à des banques qui sont temporairement déficitaires d'emprunter des fonds à court terme à des banques qui sont temporairement en excédent. Au Canada, de grandes banques nationales ont des succursales dans toutes les provinces et peuvent facilement transférer des fonds des succursales qui ont des surplus aux succursales déficitaires sans affecter leurs opérations de prêts et de crédit.

4- La quatrième condition est d'avoir une banque centrale commune qui peut prendre en compte non seulement les niveaux d'inflation mais aussi la croissance économique réelle et les taux de chômage dans ses décisions de politique monétaire.

Malheureusement pour elle, la zone Euro a généralement échoué à remplir les conditions de base du bon fonctionnement d'une union monétaire.

Voyons une par une les raisons de cet échec.

a) D'abord, les niveaux de productivité du travail (la production par heure de travail) sont très différents d'un pays membre à l'autre. par exemple, en 2009, l'index de la productivité de l'Allemagne était de 100, il était seulement de 64,4 en Grèce, presque un tiers de moins. Au Portugal et en Estonie, par exemple, il était encore plus bas, à 58 et 47 respectivement. Cela signifie que l'Euro, comme monnaie commune, apparaît comme sous-évalué pour l'Allemagne et surévalué pour beaucoup d'autres membres de la zone Euro, ce qui stimule les exportations de l'Allemagne mais handicape fortement la compétitivité des autres membres de l'union.

b) Deuxièmement, et c'est peut-être encore plus important, la zone Euro n'est pas

soutenue par une union fiscale et politique forte et stable. En conséquence les transferts fiscaux entre les membres sont laissés à des décisions politiques au coup par coup ce qui crée de l'insécurité. En fait il n'y a pas de mécanisme d'égalisation des balances commerciales entre les économies fortes et les économies faibles de la zone Euro. C'est pour cela qu'on peut dire qu'il n'y a pas de solidarité économique durable dans la zone Euro.

c) Troisièmement, ceux qui ont créé la zone Euro ont choisi de limiter le rôle de la Banque Centrale Européenne à un rôle monétaire réduit ; son obligation principale est de maintenir la stabilité des prix et elle n'est pas autorisée à jouer un rôle direct sur la stabilité macroéconomique de la zone ni à prêter directement de l'argent aux gouvernements en créant de la monnaie si besoin est. C'est pour cela qu'on peut dire qu'il n'y a pas

de solidarité financière statutaire dans la zone Euro.

4) Et enfin, même si la mobilité du capital et du travail dans la zone Euro est assez élevée, historiquement parlant, elle est loin d'être aussi ancrée que par exemple dans l'union monétaire étasunienne.

Rétrospectivement, il semble que la création de la zone Euro en 1999 ait été davantage un pari politique qu'un projet monétaire et économique bien pensé. C'est tout à fait regrettable parce qu'une fois que les membres de la zone les plus éloignés du noyau auront fait faillite et seront probablement retournés à leur monnaie nationale, le choc financier aura de vraies conséquences économiques, pas seulement en Europe mais dans le monde entier.

De nombreux économistes pensent que la meilleure solution pour la Grèce et le reste de l'Union Européenne serait de mettre en oeuvre "une cessation de paiement organisée" de la dette publique grecque qui permettrait à Athènes de sortir de l'Euro et de reprendre sa monnaie nationale, le drachme, à un taux inférieur. Cela éviterait à la Grèce une longue dépression économique.

Refuser d'accepter l'évidence c'est à dire, une cessation de paiement organisée, ferait plaisir aux banquier créanciers de la Grèce mais nuirait grandement à son économie, ses travailleurs et ses citoyens. C'est à cela que servent les lois sur la faillite, à libérer les débiteurs de dettes impossibles à rembourser. ...

Rodrigue Tremblay

Rodrigue Tremblay est professeur émérite d'économie à l'Université de Montréal. Il a écrit "Le Code pour une éthique globale" et "Le Nouvel Empire américain".

Pour consulter l'original : en français

<http://www.thenewamericanempire.com/francais27.htm>

En anglais,

<http://www.thenewamericanempire.com/tremblay=1138.htm>

Note :

*Déflation : Diminution importante et durable des prix. Politique de déflation : politique de lutte contre l'inflation se traduisant par des mesures visant à la baisse de la demande globale (diminution de la masse monétaire, des dépenses publiques, augmentation de la pression fiscale). Le Petit Robert : Déflation par la dette : http://contreinfo.info/article.php3?id_article=2354

**Zone monétaire optimale : <http://www.erudit.org/revue/ae/2000/v76/n4/602337ar.pdf>

*** La liquidité d'un marché financier représente la capacité à acheter ou à vendre rapidement les actifs qui y sont cotés sans que cela ait d'effet majeur sur les prix. Plus un marché est liquide, plus il est aisé, rapide et peu coûteux d'y réaliser des transactions. Cette caractéristique figure parmi les qualités essentielles que doivent garantir les bourses de valeurs. (Wikipedia).

Rio Tinto: dégringolade de 82% de son bénéfice net au premier semestre

BusinessBourse et Romandie Le 07 août 2015



Le géant minier anglo-australien Rio Tinto [Alcan] a annoncé jeudi une dégringolade de 82% de son bénéfice net au premier semestre sous l'effet de la chute des cours du minerai de fer due à l'abondance de l'offre et au ralentissement de l'économie chinoise.

Le bénéfice net est ressorti à 806 millions de dollars (792 mio CHF) pour les six premiers mois de l'année contre 4,4 milliards de dollars au cours du premier semestre 2014.

Le bénéfice sous-jacent, indicateur privilégié par le groupe, était en baisse de 43% à 2,9 milliards de dollars.

“Il s'agit de résultats solides compte tenu de la difficulté du contexte”, a toutefois

souligné le directeur général du groupe Sam Walsh dans un communiqué.

Les efforts pour réduire les coûts menés pendant la période sous revue ont permis à Rio Tinto de réaliser des économies de 641 millions de dollars que le groupe souhaite augmenter à un milliard de dollars, a-t-il ajouté.

Le deuxième plus important groupe minier du monde est fortement dépendant du minerai de fer, un élément clé entrant dans la fabrication de l'acier.

Les investissements vont décroître cette année à environ 5,5 milliards de dollars pour tourner autour de six milliards en 2016, a ajouté le dirigeant.

Rio a annoncé un acompte sur dividende de 107,5 cents américains, soit une augmentation de 12% sur un an.

L'action Rio Tinto avait clôturé en hausse de 1,08% à 53,55 dollars australiens avant l'annonce des résultats.

Ces derniers mois, les groupes miniers ont été frappés de plein fouet par la chute des matières premières. Le cour du minerai de fer s'était effondré à 44,59 dollars début juillet, au plus bas depuis 2009, avant de se reprendre quelque peu.

Cependant, a assuré le groupe dans un communiqué, le gros temps actuel ne devrait pas durer car la croissance économique globale se renforce et les marchés des matières premières se rééquilibrent.

Mais "la reprise va se caractériser par un ralentissement de la croissance de la demande de matières premières comparé à la décennie passée et une focalisation vraisemblable sur la productivité et les coûts au détriment du développement de projets d'investissements", ajoute le communiqué.

Source: [romandie](#)

[Une seule banque de la zone euro figure dans la liste des 20 banques les plus solides du monde](#)

Audrey Duperron Express.be Publié par wikistrike.com sur 6 Août 2015



Une seule banque commerciale de la zone euro figure dans le classement

Bloomberg des 20 banques les plus solides du monde.

Il s'agit de l'OP Financial Group, une banque finlandaise, qui revendique la huitième place. Comme l'année dernière, c'est la banque Hang Seng Bank de Hong Kong, qui occupe la première marche du podium. Cette banque est une filiale de la Banque HSBC, elle-même mal en point, puisqu'elle a supprimé pas moins de 87 000 emplois depuis 2011. Mais Hang Seng Bank a une stratégie radicalement différente de sa maison-mère : elle fonctionne localement et se limite aux activités de banque commerciale et de détail. Plus de la moitié des personnes âgées de plus de 18 ans à Hong Kong y détiennent un compte dans l'une de ses 240 succursales à Hong Kong.

Les banques asiatiques profitent bien de la richesse croissante à Hong Kong et en Chine: 5 d'entre elles occupent le top 10 et six figurent dans le top 20.

L'Europe ne compte que six banques parmi les vingt premières places, principalement grâce aux pays scandinaves. Ce sont surtout les banques suédoises qui se distinguent, car depuis 2011, des normes plus strictes en matière de fonds propres ont été introduites dans ce pays. Par exemple, la banque suédoise SEB avait un ratio Tier 1 Capital de 19,5% à la fin de l'année 2014. Par comparaison, celui de la Deutsche Bank, la plus grande banque en Allemagne, n'atteint même pas 10%.

Le ratio de capital Tier 1 (un ratio qui indique la proportion de capitaux tampons qui pourraient absorber les pertes), comparé aux actifs pondérés par leur risque, joue un rôle crucial dans la façon dont Bloomberg a établi son classement et pèse 40% de l'ensemble de la note attribuée aux banques. Suivent ensuite les actifs non performants (qui comptent pour 20% de la note), qui sont des prêts à risque accru de défaut de paiement, les réserves financières pour absorber les actifs non performants (20%), le ratio de comparaison des dépôts aux prêts (15%), et le ratio d'efficacité (5 %), qui compare les coûts et les recettes.

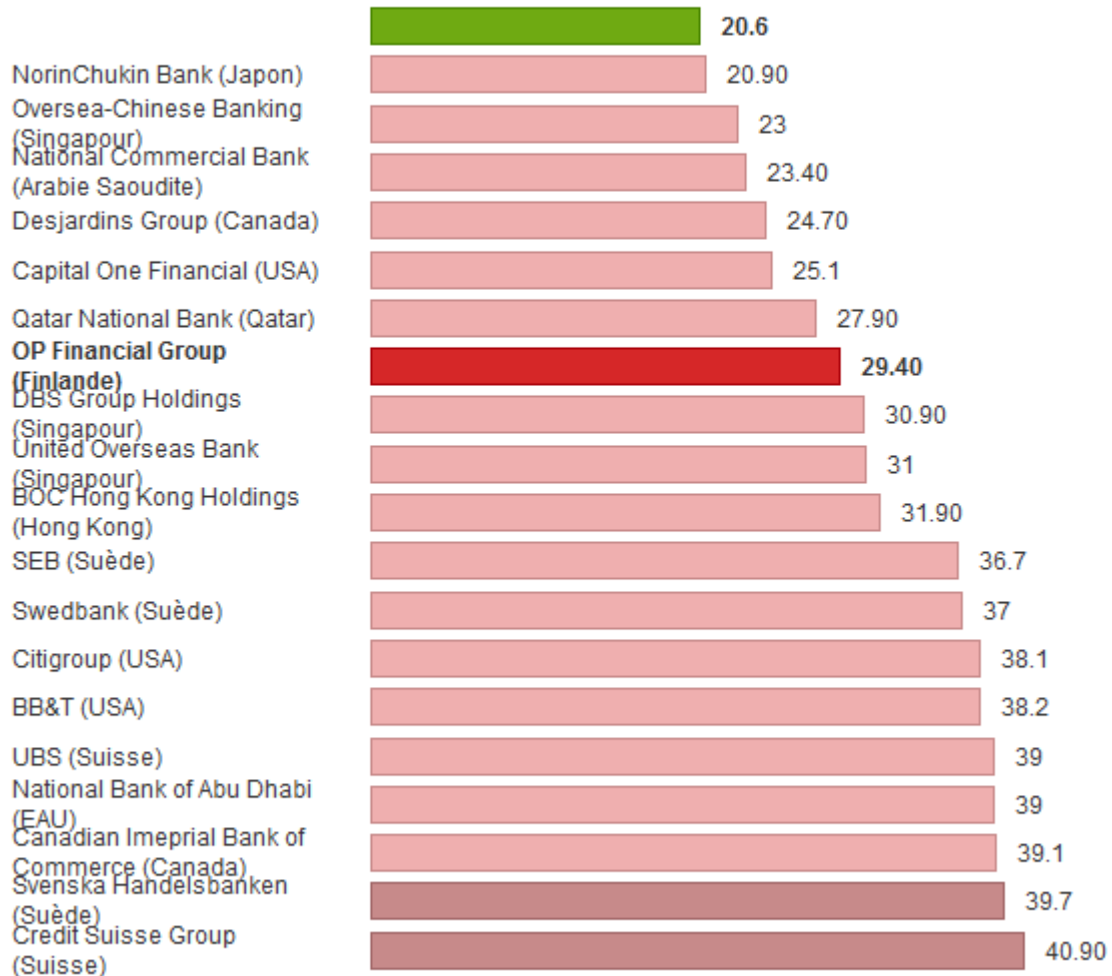
Audrey Duperron

<http://www.express.be/business/fr/economy/une-seule-banque-de-la-zone-euro-figure-dans-la-liste-des-20-banques-les-plus-solides-du-monde/214896.htm>

Top 20 des banques les plus solides du monde

Top 20 des banques les plus solides du monde

(Source: Bloomberg Markets)



Source: Bloomberg [Get the data](#)

Dossier spécial n°7 - Comment faire un Sac de Survie

Pierre Templar 7 août 2015



Un sac de survie pour un survivaliste passerait probablement pour le minimum syndical, et c'est d'ailleurs la première des choses que toute personne prévoyante va vouloir constituer.

Mais admettre qu'un tel équipement est indispensable ne suffit pas : Reste à savoir ce qu'il faut mettre à l'intérieur.

La question est capitale, dans la mesure où le contenu de notre sac pourrait le moment venu **faire la différence entre la vie et la mort**. Ou du moins, influencer grandement sur notre niveau de confort.

Le Dossier spécial **Été 2015** a pour but de répondre à cette question.

Si vous tapez "**Bug-Out-Bag**" ou "**Sac-de-survie**" sur un moteur de recherche, vous verrez alors défiler des centaines de pages, littéralement, chacune donnant sa propre version de la chose. Et si vous persistez dans vos recherches, il y a de fortes chances pour que vous finissiez en vous posant la même question existentielle qu'au départ, à savoir :

"Mais bon sang, qu'est-ce qu'il faut que je mette dans mon sac de survie ?"

Ce nouveau dossier de plus de **50 pages** a pour but de vous donner tous les éléments nécessaires pour que vous puissiez répondre par vous-même à la question de manière pertinente.

Il vous révélera les **Clés de compréhension** d'une méthode **pratique et complète** qui vous permettra de constituer le meilleur sac de survie dont vous puissiez avoir besoin le moment venu, quels que soient le contexte et l'environnement.

Pour vous éviter les achats inutiles, nous vous dirons ce qui marche sur le terrain, et ce qui ne marche pas ; Ce qui est vraiment utile et ce qui ne l'est pas. Nous vous indiquerons les meilleurs équipements, mais aussi comment choisir ceux que vous n'auriez pas encore.

Enfin, nous terminerons en donnant deux exemples précis. Le premier, celui d'**un sac d'évacuation** destiné à un binôme, le second, **un sac de mission** pour un survivaliste devant traverser une grande ville par temps de chaos ; Chacun avec une liste détaillée des équipements à emporter.

Dossier Spécial n°7 : Le contenu du Sac de Survie

53 pages

Disponible dès maintenant !